



L'OMS enfreint le droit international par une action « nuit et brouillard »



L'action « nuit et brouillard » de l'OMS dévoilée : des milliards de terriens ont été perfidement trompés lors de la « Conférence mondiale sur la santé » du 1er juin 2024 à Genève ! Les pouvoirs du directeur général Tedros ont été massivement étendus ! Le mainstream se tait. Kla.tv révèle la vérité !

Intro:

Le vote de l'assemblée générale de l'OMS sur le règlement sanitaire international (RSI) s'est déroulé de manière irrégulière. Le processus de vote semble également bizarre. Des sponsors privés, non gouvernementaux, peuvent ainsi exercer une influence massive sur Tedros. L'OMS s'assure ainsi un monopole de la vérité sur les questions de santé.

[29 septembre 2021, Welt.de] : Journée noire pour l'OMS. Graves accusations d'exploitation sexuelle.

L'OMS a bafoué la démocratie.

Une enquête de kla.tv. Votre chaîne indépendante numéro 1.
www.kla.tv. Partagez largement cette vidéo. Le savoir, c'est le pouvoir.

Dans notre appel au réveil international : « L'OMS prépare un coup insidieux dans 194 pays », qui a touché plus de 2,2 millions de personnes, nous avons mis en garde dès avril 2024 contre les dangers dramatiques que représentent deux projets de traités de l'OMS.

En raison de la forte résistance des États membres, aucun accord n'a pu être trouvé sur un projet de texte de traité sur les pandémies avant même la 77e Assemblée mondiale de la santé, qui s'est tenue du 27 mai au 1er juin 2024.

Le deuxième traité, contenant les modifications très importantes du Règlement sanitaire international (RSI), a toutefois été adopté de manière douteuse à la dernière minute à Genève le 1er juin 2024, dans le cadre d'une « opération nuit et brouillard ».

Cette prétendue adoption est un scandale !

Les médias dits dominants passent largement cela sous silence.

C'est pourquoi ce scandale est révélé sans ménagement dans ce documentaire !

I. L'OMS viole le droit international !

Il est prouvé que le vote de l'Assemblée générale de l'OMS sur le Règlement sanitaire international (RSI) n'a pas été fait dans les règles.

Le cadre juridique de l'OMS stipule à l'article 55.2 du RSI que le texte de toute modification du RSI doit être soumis aux États membres au moins quatre mois avant le vote.

Ce n'est qu'ainsi que les États auront suffisamment de temps pour pouvoir examiner toutes les conséquences des modifications.

Lors de l'assemblée générale de l'OMS en mai 2024, la version finale de ce traité complexe de plus de 60 pages n'a été présentée aux délégués que juste avant le vote prévu.

Qui aurait voulu alors vérifier ces contenus explosifs et lourds de conséquences ?

Une violation claire du droit qui a été convenu de manière contraignante pour protéger les nations contre l'arbitraire !

Le processus de vote semble également bizarre.

Le vote n'a pas eu lieu à main levée ou par écrit, ce qui aurait été transparent.

Le président du vote s'est contenté de demander à la salle s'il y avait des objections. C'est tout.

Ainsi, les citoyens ne savent toujours pas qui a réellement voté pour les modifications du RSI.

Une nouvelle violation hallucinante de toute transparence !

Ce qui est également scandaleux, c'est qu'il existe des rapports crédibles confirmant que divers représentants de pays ont été soumis à des pressions massives pour ne pas contredire les modifications.

L'OMS s'est révélée être une organisation peu fiable en raison d'une violation flagrante du droit international et d'un manque total de transparence dans le vote.

Veuillez également consulter notre entretien avec l'expert juridique et avocat de l'OMS, le Dr. Beate Sibylle Pfeil.

II. L'OMS ignore les normes démocratiques minimales !

1. Le RSI ne prévoit aucun organe de contrôle ni séparation des pouvoirs !

Les pouvoirs du directeur général Tedros ont été considérablement élargis par les changements très discutables apportés au RSI.

En plus d'une urgence sanitaire de portée internationale, dite PHEIC, il peut désormais également déclarer une « urgence pandémique » conformément à l'article 12 du RSI.

Selon la définition, elle est associée à une propagation plus importante et plus rapide, à un risque élevé de surcharge du système de santé national et à un risque élevé de « perturbations sociales et économiques ».

Les dispositions à cet égard sont définies de manière très vague et sont donc également sujettes à l'arbitraire.

Tedros n'a même pas besoin d'écouter les conseils d'experts, qu'il peut nommer lui-même et révoquer à tout moment.

Il est totalement inacceptable qu'il n'existe pas de procédure transparente ni d'organisme de contrôle indépendant pour examiner une décision d'une telle envergure dans le cadre d'une « urgence pandémique » mondiale.

L'OMS n'adhère même pas aux normes constitutionnelles minimales et n'adhère donc pas aux normes applicables en matière de protection des droits de l'homme !

Afin de garantir le principe fondamental de séparation des pouvoirs, il est essentiel qu'un organe de contrôle indépendant soit mis en place dans le respect de l'État de droit !

En outre, une procédure transparente calquée sur la loi allemande sur la liberté d'information est absolument nécessaire, ce qui signifie que toutes les données pertinentes pour les décisions doivent être divulguées !

Jusqu'à présent, les déclarations internes des « experts de l'OMS » sur les conflits d'intérêts ainsi que sur d'éventuels problèmes de sécurité, par exemple contre certains « vaccins », pouvaient rester secrètes.

Ce manque de transparence est aussi scandaleux !

Sur cette base, qui ne repose pas sur les normes applicables en matière de droits de l'homme, presque tous les pays du monde peuvent être contraints de prendre des mesures de grande envergure, telles que des restrictions massives des libertés civiles ou des vaccinations obligatoires.

Il est incompréhensible que des hommes politiques qui se prétendent démocrates n'aient pas expressément contredit ce mépris des normes minimales de l'État de droit lors de l'Assemblée mondiale de la santé.

Par cette omission, ils ont ouvert la porte à l'arbitraire de la part du directeur général.

2. Le RSI ne met pas fin à la corruption !

L'OMS est financée à 85 % par des « dons » affectés, dont une part importante provient de l'industrie pharmaceutique et vaccinale.

Il est donc évident que l'OMS est principalement contrôlée par des sponsors extérieurs.

Ce qui est particulièrement grave dans ce contexte, c'est que l'OMS ne fait pas l'objet d'un contrôle indépendant.

Les sponsors privés et non gouvernementaux peuvent donc avoir une influence massive sur Tedros, de sorte qu'il n'agisse pas dans l'intérêt de la santé de la population mondiale, mais dans leurs intérêts !

3. Le RSI porte atteinte au droit à l'information libre !

Le nouveau RSI met fortement l'accent sur la lutte contre les « informations fausses et trompeuses ».

Cependant, ce que cela signifie concrètement n'est pas défini plus en détail.

De cette manière, l'OMS s'assure un « monopole de la vérité » sur les questions de santé et le droit de supprimer les opinions indésirables ou même les voix d'experts sur les plateformes sociales.

Pour atteindre cet objectif, l'OMS a conclu de nombreux contrats avec des plateformes sociales telles que Google, Facebook et TikTok.

Ici aussi, il est évident que l'OMS veut porter atteinte aux droits fondamentaux élémentaires, comme le droit à la liberté d'expression.

III. Graves allégations contre le directeur général Tedros

Si vous regardez de plus près le directeur général Tedros et son passé trouble en tant que ministre éthiopien, vous tomberez sur des titres choquants :

05.06.2017 : Deutsche Ärztezeitung : Human Rights Watch accuse Tedros d'être responsable, en tant que membre du gouvernement, du déplacement de milliers de personnes et du meurtre de centaines d'opposants.

20 avril 2020 : Deutsche Welle : « Dr Tedros » – Le patron controversé de l'OMS

20/04/2020 : Focus en ligne : « L'ancien ministre de la Santé continue de faire l'objet de graves accusations sur sa manière de gérer les épidémies. »

21 novembre 2020 : La presse : Graves allégations contre le patron de l'OMS, Tedros : Il a également cherché à fournir des armes au TPLF.

18/01/2021 : Focus, The Times : Allégations graves : le chef de l'OMS aurait été impliqué

dans le génocide en Éthiopie

29/09/2021 : www.welt.de : Journée noire pour l'OMS : Graves allégations d'exploitation sexuelle

Ces graves allégations, qui n'ont jamais été réfutées, rendent Tedros vulnérable au chantage !

N'est-il donc pas irresponsable de donner à une personne si louche des pouvoirs aussi autoritaires sur la quasi-totalité de l'humanité ?

IV. IV. Le coup d'État de l'OMS peut avoir des conséquences dramatiques pour toute l'humanité

L'expansion massive et incontrôlée du pouvoir en faveur d'un directeur général non démocratiquement élu fait sonner à plein volume toutes les « sonnettes d'alarme démocratiques » :

Violation du droit international ! Un vote discutable ! Pas d'organismes de contrôle indépendants ! Pas de séparation des pouvoirs ! Pas de transparence adéquate ! Conflits d'intérêts préprogrammés ! Commande externe préprogrammée !

Le passage au RSI peut entraîner le Covid 2.0 !

Concrètement, cela signifierait des restrictions de grande envergure à la liberté pour des milliards de personnes, par exemple des confinements, des traitements médicaux obligatoires, des vaccinations obligatoires, etc.

Sur la base des changements apportés au RSI, l'OMS souhaite désormais promouvoir une recherche accrue sur les substances ARNm très dangereuses en tant que supports de divers autres vaccins.

Ces substances se sont révélées très dangereuses dans les vaccinations contre le coronavirus et doivent être rejetées jusqu'à ce que leur innocuité totale ait été scientifiquement prouvée sans aucun doute.

Dans les nouveaux articles 13.8 et 13.9 du RSI, l'OMS accorde une importance particulière à la recherche et au développement.

Cela concerne également et particulièrement les substances ARNm.

En laboratoire, les virus sont artificiellement amenés à muter et à devenir ainsi plus dangereux afin de pouvoir développer contre eux des vaccins ARNm par mesure de précaution.

Cependant, cette recherche dite de gain de fonction est toujours associée au risque que de tels virus artificiellement modifiés quittent le laboratoire et créent ainsi de (réelles) urgences. Le président américain Obama a imposé un moratoire sur cette recherche sur les gains de fonction en 2013.

Cependant, le Département d'État américain, qui a financé la recherche Wuhan-GoF, a accordé des exemptions et a ainsi rendu possible l'épidémie de Covid.

Tout cela montre à quel point les nouvelles réglementations du RSI représentent des dangers gigantesques pour l'humanité toute entière !

V. Seuls les citoyens actifs peuvent défendre la démocratie !

Chers téléspectateurs, le nouveau RSI, qui donne encore plus de pouvoirs à l'OMS, peut également avoir un impact dramatique sur votre vie. Votre sécurité, votre santé, votre liberté et même votre portefeuille peuvent être gravement menacés.

Dans des cas extrêmes, cela peut même conduire à votre ruine économique et sanitaire.

Mais il y a aussi de bonnes nouvelles :

Les modifications apportées au RSI ne sont pas encore entrées en vigueur.

Chaque État peut encore se prononcer contre ces modifications du RSI décidées le 1er juin 2024 et déposer une objection dans les 10 mois suivant le vote.

Puisque ce vote était clairement contraire au droit international, c'est le devoir de toute personne engagée en faveur de la démocratie d'agir.

Alors agissez contre cette violation flagrante de la loi !

Pour cela, nous montrons deux options concrètes :

1. Contactez les parlementaires !

Ce n'est que grâce à des citoyens actifs qu'une démocratie peut être maintenue en vie !
L'OMS a piétiné la démocratie !

Vous pouvez organiser une consultation citoyenne avec vos députés régionaux et dénoncer ce scandale face à face.

Pour vous aider, nous vous proposons une fiche d'information qui résume les énoncés les plus importants de cette émission.

Vous pouvez retrouver notre fiche d'information sur www.kla.tv sous cette émission dans la case info bleue.

2. Diffusez cette vidéo !

Les soi-disant grands médias n'ont pratiquement pas parlé du scandale électoral à Genève. Ils gardent le voile sur ce scandale !

C'est aussi une forme de censure !

Alors aidez votre entourage à se réveiller à temps en transmettant cette émission au plus grand nombre possible de vos amis et connaissances MAINTENANT !

Publiez notre appel au réveil sur les plateformes sociales telles que Facebook ou TikTok !

Nous vous remercions pour votre soutien actif afin que la modification du RSI, qui a été adoptée en violation du droit international, soit stoppée à temps !

de svw. hm.

Sources:

Document RSI adopté(Règlement sanitaire international)

Document original de l'OMS sous « related documents » :

<https://www.who.int/news/item/01-06-2024-seventy-seventh-world-health-assembly---daily-update--1-june-2024>

Pas d'accord en amont sur le traité sur les pandémies

<https://www.tagesschau.de/ausland/globales-pandemieabkommen-who-100.html>

Vidéos de la 77e Conférence mondiale sur la santé

<https://www.who.int/about/governance/world-health-assembly/seventy-seventh>

Vote bizarre, il y avait des voix contre

<https://shabnampalesamo.substack.com/p/why-is-the-who-threatening-delegates>

Le manque de transparence scandaleux de l'OMS

https://cdn.who.int/media/docs/default-source/medicines/eulprocedure.pdf?sfvrsn=55fe3ab8_8&download=true

(p.ex. page 25)

Le RSI ne met pas fin à la corruption !

<https://www.aerzte-hippokratischer-eid.de/de/who/petition-ihr-ablehnen/>

Le RSI sape la liberté d'information !

<https://www.kla.tv/28573>

www.kla.tv/29614

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/17441692.2021.1882530>

Pétition du Bundestag contre les modifications du RSI

<https://www.aerzte-hippokratischer-eid.de/de/who/petition-ihr-ablehnen/>

L'OMS a menacé les États membres

<https://www.vereinwir.ch/die-annahme-der-igv-eine-who-muppets-show/>

<https://shabnampalesamo.substack.com/p/why-is-the-who-threatening-delegates>

Graves accusations contre Tedros

<https://www.aerzteblatt.de/archiv/189243/Tedros-Adhanom-Ghebreyesus-WHO-Generalsekretar-nach-Kampfabstimmung>

<https://www.dw.com/de/dr-tedros-wer-ist-der-mann-an-der-spitze-der-who/a-53190682>

https://www.focus.de/politik/ausland/dr-tedros-wer-ist-der-mann-an-der-spitze-der-who_id_11902935.html

<https://www.diepresse.com/5900724/schwere-anschuldigungen-gegen-who-chef-tedros>

https://www.focus.de/panorama/who-chef-tedros-adhanom-ghebreyesus-unter-beschuss-beteiligung-an-voelkermord-in-aethiopien_id_12880567.html

<https://www.thetimes.com/world/article/who-chief-tedros-adhanom-ghebreyesus-may-face-genocide-charges-2fbfz7sff>

<https://www.welt.de/politik/deutschland/article234094020/Schwarzer-Tag-fuer-WHO-Schwere-Vorwuerfe-wegen-sexueller-Ausbeutung.html>

Le coup de l'OMS peut avoir des conséquences dramatiques

Pétition du Bundestag contre les modifications du RSI

https://www.aerzte-hippokratischer-eid.de/downloads/2024-06-27_Weitere_Infos_warum_IGV-neu_abgelehnt_werden_muessen_Petition.pdf

Cela pourrait aussi vous intéresser:

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.